TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	VII
Remerciements	IX
Préface	XI
Liste des principaux sigles et acronymes	XV
Introduction	1
A – La fabrique du sens de la construction européenne	4
1) La construction européenne comme construction discursive	4
2) Pour une archéologie des savoirs de l'Europe communautaire	13
B – Les cas étudiés : supranationalité et économie sociale de marché dans la construction européenne	24
1) La question supranationale entre État, nation et démocratie	26
2) L'économie sociale de marché et le gouvernement de l'économie	41
Chapitre I – Faire savoir : l'invention politico-académique des savoirs communautaires	59
A – Définir les « savoirs de l'Europe » : un enjeu de mobilisations	60
1) Un enjeu politique : savoir européen ou savoir de l'Europe ?	61
a) Un savoir militant : la naissance du Collège d'Europe	61
b) Un savoir menaçant : l'impossible université européenne	70
2) Un enjeu pratique : entre savoir commun et savoir communautaire	77
a) Les praticiens du droit et la communautarisation limitée du droit comparé	78
b) Les praticiens de l'économie : créer des cadres communs de la pratique	83
c) Les praticiens des Communautés : des négociateurs aux enseignants	86
B – Instituer des savoirs communautaires : les frontières poreuses d'un nouvel objet	89
1) Intéresser les savants : l'action universitaire de la Commission	90
a) Naissance d'une stratégie : la communication communautaire	90

b) La réorientation de l'action communautaire : faire exister pour exister	92
c) Recenser, récompenser, orienter : le service d'information universitaire comme quasi-académie	96
2) Délimiter un objet : les laboratoires des savoirs communautaires	100
a) Les premières associations : des arènes intermédiaires	100
b) Des associations savantes communautaires : la création de la CEDECE et de l'AEI	107
c) Quels savoirs de l'Europe ? L'objectif d'interdisciplinarité	114
Chapitre II – Faire sens (1) : les interprétations de la Communauté face à l'État-nation (1957-1962)	117
A – Les interprètes des institutions communautaires	121
1) De la CECA à la CEE : entre savoir militant et savoir pratique	121
a) Un discours militant : les fédéralistes à la charnière des débats	122
b) Un discours de praticiens : l'exégèse de la CECA, de la politique au droit	123
2) Des mobilisations dispersées :	
les juristes comme interprètes de l'Europe communautaire	125
a) Mobiliser les juristes internationalistes	125
b) L'intérêt des administrativistes français et des privatistes allemands	127
3) Des disciplines en concurrence ? La science politique de l'Europe communautaire	130
a) Un collectif transatlantique	130
b) Des sciences de l'État aux nouvelles sciences du politique	133
B – Les constructions savantes de la « révolution supranationale »	136
1) Un discours scientifique ? Justifier la singularité communautaire	137
a) La controverse juridique de Stresa et la naissance du droit communautaire	137
b) La science politique de l'Europe et les relations internationales à la recherche de leur objet	143
2) Une Constitution supranationale : la Communauté juridique	149
a) Le fait de la Constitution	150
b) Droit ou démocratie : l'ambiguïté des programmes juridiques	157
3) Une appartenance supranationale : la Communauté politique	160
a) La Communauté comme processus	160
b) Le devenir politique de l'appartenance supranationale ?	168

Chapitre III – Faire accepter (1) : les carrières contrastées de deux interprétations de la Communauté (1963-1973)	175
A – La constitutionnalisation de la CEE : le droit communautaire comme savoir de gouvernement légitime	176
1) La validation des interprétations supranationales par la Cour	177
a) Un vocabulaire nouveau	179
b) Un nouvel ordre juridique	180
2) Des usages savants aux usages politiques	182
a) Un collectif hybride transnational : la Constitution comme nécessité juridique (1963)	183
b) Une circulation politique : la mobilisation au Parlement européen	188
3) Étendre les soutiens savants : les critiques divergentes des juristes nationaux	190
a) Gouvernement des juges et règne du droit : les réticences des savants français	192
b) La Constitution et les droits fondamentaux : l'opposition des <i>Staatsrechtslehrer</i>	197
B – De la communauté politique à l'opinion publique supranationale : le succès limité de la science politique communautaire	204
1) Circulations de la science politique de l'Europe communautaire	205
a) La science politique et le « retard européen »	206
b) Les naissances incertaines de la science politique européenne de l'Europe	212
2) La crise théorique de la science politique de l'intégration	220
a) Un progrès inéluctable ? La nécessité savante à l'épreuve des faits	221
b) Le Comité 03 de l'IPSA et la reconnaissance de la supranationalité comme catégorie scientifique... obsolète	226
3) Les usages politiques d'un programme savant : intégration, démocratie et opinion publique	229
a) La circulation limitée de la science politique néo-fonctionnaliste dans les débats politiques	229
b) La démocratie européenne : objet des politistes ou des juristes ?	231
c) L'opinion publique européenne : le détour des politistes	240
Chapitre IV – Faire sens (2) : les interprétations de l'ordre économique communautaire (1957-1961)	251
A – Les interprètes du Marché commun	255
1) Entre théorie et pratique de l'Europe : les économistes européens et l'interprétation du Marché commun	256

a) Les investissements du débat communautaire par les économistes français et allemands	256
b) La LECE et le CEPES : les investissements croisés des praticiens	266
2) Un collectif transnational concurrent ? Les économistes de l'intégration internationale	269
a) Un contexte favorable : la renaissance de l'économie internationale	269
b) L'essor des théories de l'intégration économique : un collectif entre science et politique	271
3) Le Marché commun, objet naturel de la science économique ? La concurrence disciplinaire	274
a) La science politique et le Marché commun : la fusion du politique et de l'économique ?	274
b) Le droit comme discours économique légitime ?	279
B – Les constructions savantes de la « troisième voie » communautaire	282
1) Un discours scientifique ? Interpréter la « troisième voie » communautaire	282
a) Une économie politique ? Moralistes et ingénieurs	283
b) Quelle méthode d'interprétation ? L'autre grand débat de Stresa	288
2) Un marché « éclairé » : intégration et programmation	291
a) Du Plan à la programmation	291
b) L'intégration économique : la nécessité économique du politique	296
3) Un marché « encadré » : reformuler l'économie sociale de marché	299
a) Les ordolibéraux et la critique de l'Europe « française »	300
b) La Constitution économique et l'économie sociale de marché communautaires	304
Chapitre V – Faire accepter (2) : la concurrence des programmes économiques (1962-1973)	313
A – Vers une économie sociale de marché communautaire	314
1) Le contexte du débat communautaire : l'isolement ordolibéral	315
a) La deuxième phase du Marché commun	315
b) Les politiques nationales entre libéralisme et planification	316
2) Des programmes savants aux projets politiques : la politique de concurrence de la CEE	321
a) Le défi de W. Hallstein : pour une économie sociale de marché communautaire	321
b) Les lois du Marché : la validation par le droit de la politique de concurrence	326
3) La réception juridico-économique du Marché « encadré »	330
a) Une mobilisation allemande	330
b) La réception des concepts allemands en France au début des années 1960	334

B – Les difficultés du Marché commun « éclairé »	342
1) Le contexte du débat communautaire : l'heure de la planification indicative européenne ?	343
a) Une « fenêtre d'opportunité » européenne	343
b) Une opposition allemande	344
2) La programmation est-elle une science ?	348
a) La programmation : une science française ?	348
b) La réception du mémorandum de la Commission en RFA : le Plan contre le modèle allemand ?	356
3) Des programmes savants aux projets politiques : le Comité de politique économique à moyen terme	364
a) La création du Comité de politique économique à moyen terme (CPEMT)	364
b) Des problèmes de méthode : les instruments de prévision à moyen terme	368
 Chapitre VI – Faire autorité : la formation d'un sens commun ?	 375
A – Des savoirs distincts ? L'autonomisation des savoirs de la CEE	376
1) Discipliner l'objet communautaire : le triomphe du droit	377
a) Reproduire un savoir contrôlé : la généralisation des enseignements communautaires au cours des années 1960	378
b) Étendre les recherches : les thèses soutenues sur l'Europe communautaire en France et en RFA	386
2) Promouvoir sans propagande : les associations d'études européennes et la recherche d'un rapport au politique	394
a) L'AEI à la recherche d'une relation alternative au politique	395
b) La CEDECE et la mise à distance du politique	397
B – Un savoir commun ? Les manuels communautaires et la normalisation des concepts polémiques	400
1) L'invention des manuels sur l'Europe communautaire	401
a) Des manuels grand public aux manuels savants	402
b) Des acteurs intéressés : les producteurs des premiers manuels savants	406
c) Des « mises en manuels » différenciées	410
2) La normalisation des discours : expliquer l'Europe communautaire	414
a) Présenter l'Europe : la « nature » des Communautés	415
b) La stabilisation d'une doctrine de la supranationalité	417
c) La difficile normalisation des interprétations économiques	424

Conclusion	435
1) Les co-productions de l'Europe communautaire	435
2) Quand savoir, c'est faire : le travail savant comme travail politique	438
3) Une réinvention permanente ?	440
Liste des tableaux et figures	445
Index des noms de personnes	447